

Rapport oral congrès 20 juin 2025

La séquence politique que nous traversons

Nous vivons une période qu'il n'est pas exagéré de qualifier, même s'il peut être difficile d'en juger puisque nous sommes en plein cœur, de basculement historique.

Au niveau international, l'ordre mondial s'est bâti sur la domination de quelques pays d'Europe qui ont fait leur richesse d'abord sur l'esclavage puis sur la colonisation créant de toutes pièces un pseudo droit international défini par les papes et conforté par les armes. Comme l'a dit quelqu'un, « *si Marco Polo était passé par l'Afrique et que celle-ci ait eu la poudre à canon avant l'Europe, la face du monde en aurait été changée.* »

- **En l'an 1000** le PIB de la Chine et de l'Inde réunies représentait environ 40% du PIB mondial, à égalité avec ceux de l'Afrique et le Moyen Orient. L'Europe de l'Ouest, quant à elle, ne pesant que 8% de la richesse du monde.
- **500 ans plus tard**, avec le commerce triangulaire et les premières colonisations, la montée en puissance des pays esclavagistes commençait à se percevoir.
- Avec la colonisation de ce qui allait devenir les Etats-Unis et surtout la colonisation par l'Angleterre et la France, pour répondre aux besoins de leur capitalisme naissant, s'ajoutant à celles préexistantes de l'Espagne et du Portugal, le classement allait carrément s'inverser.

Pour ne prendre qu'un exemple si en 1820 la Chine est encore le 1^{er} pays du monde du point de vue de la richesse, 50 ans plus tard, en 1870, elle est détrônée par l'empire britannique qui possède 25% des terres émergées, effondrant au passage l'empire indien qui perd, en pourcentage des richesses du monde, la **moitié de son PIB**.

Il en est de même pour l'Afrique qui subit la même dégringolade, comme les colonies françaises de l'Asie du Sud Est, au profit de la France bien sûr. Rien qu'en regardant les chiffres il apparaît alors évident que la France et l'Angleterre, ont fait leur croissance économique non seulement au détriment de leurs colonies mais en plus en les appauvrissant.

La 1^{ère} guerre mondiale et le partage des territoires qui l'accompagne, tant en Afrique qu'en Amérique du Sud, verront les Etats-Unis, l'Angleterre et la France (avec son empire colonial) être dans le groupe de tête des pays du monde du point de vue de la richesse économique. Il y a eu jusqu'en 1933 à la conférence de Montevideo, justification internationale par les textes de l'église catholique¹, de la spoliation des richesses de pays qui, sans ces crimes que furent l'esclavage et la colonisation, seraient sans doute aujourd'hui plus riches que nous. En tout cas on peut le penser.

Il y a eu basculement des forces économiques grâce au concept d'appartenance des terres aux pays qui rendaient catholiques les populations. Ce basculement s'est déroulé sur 900 ans, alors que depuis Montevideo, en 90 ans, est montée, même de manière chaotique par moments, **l'exigence** d'un autre **droit international**. Aujourd'hui, dans ce processus, c'est bien à un nouveau basculement auquel on assiste. Année après année, et malgré les coups tordus de l'impérialisme dans les premiers rangs duquel se situe la France, des pays émergent, affirment leur souveraineté et leur volonté de se détacher du dollar. Les BRICS, mais il n'y a pas qu'eux, s'ils ne constituent pas une alliance fondamentalement progressiste, constituent une force contre hégémonique, non sans contradictions, face à l'impérialisme étatsunien et ses valets. C'est cela qui est en jeu aujourd'hui dans la quasi-totalité des 60 guerres en cours. Non seulement nulle part les forces impérialistes et coloniales ne jouent l'apaisement mais bien au contraire attisent le plus souvent les guerres quand elles ne les provoquent pas. Malheureusement, force est de constater que l'ONU, où les autres pays du monde sont pourtant en majorité, ne peut empêcher les massacres en commençant par le génocide palestinien.

Ne nous le cachons pas, si les pays impérialistes sont en force par peur de perdre leur pouvoir, ils le sont, pas tant à cause de la résistance trop faible des peuples attaqués, mais à cause de la faiblesse des forces politiques dites progressistes de ces mêmes pays. Cela se voit en France par le peu de bataille contre les guerres. Cela s'est vu au parlement **par le vote unanime** pour l'envoi d'armes en Ukraine, cela se voit aujourd'hui même avec la Palestine.

Quand on sait ce que les forces de notre camp ont été capables de faire contre la guerre en Irak il y a 20 ans, ou contre les missiles US et Russes il y a 40 ans,

¹ De Urbain II initiateur des croisades en 1095 à Alexandre VI en 1493, un an après la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb

quand on voit à contrario le peu de membres de ce qu'on appelle la gauche, manifester le dimanche pour la Palestine, on se dit que le basculement, cette contestation de l'ordre impérialiste, n'est aujourd'hui guère poussée ou encouragée par les forces dites progressistes. Pourtant elles le pourraient.

Le week-end dernier, même très à retardement, et malgré les manœuvres tendant à invisibiliser la manif pour la libération de Georges, a montré que dès que les forces dites de gauche mobilisent et tirent, même au moins en parole l'intersyndicale, il y a un bond dans la mobilisation.

Pour notre pays et un certain nombre de pays en particulier européens, mais qui n'est pas une généralité dans le monde, il y a un autre basculement, celui du camp du progrès. Basculement parce que faiblesse d'abord idéologique, qui entraîne une faiblesse des pratiques et des choix, éléments qui le font apparaître en décalage avec le monde réel ce qui par contrecoup entraîne une faiblesse numérique. Une récente enquête d'opinion indique que jamais en France la défiance envers les forces politiques n'avait été aussi forte.

Ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, est un courant qui apparaît fort pour ses guerres intestines souvent à l'intérieur même de ses propres forces, fort pour se diviser sur des questions électorales, faire au mieux de l'agitation autour de quelques élus, tout en semblant coupé de l'action politique au quotidien en particulier en entreprise. Même si pour la Palestine on peut faire une exception avec la France Insoumise, une fois que l'on a retiré l'aspect levier électoral, les participations aux actions sont bien faibles quand il n'y a pas des déclarations contradictoires comme ce qu'on a entendu au moment de la chute de la Syrie ou la dernière déclaration de Mélenchon sur la guerre Israël-Iran.

De même le soutien aux luttes, quand il existe, peut souvent apparaître sans réelle perspective de solution politique et plus comme une posture que comme une possibilité à inverser le cours des choses. Ainsi, pour nous en tenir à la bataille contre l'économie de guerre et pour la paix, non seulement cette bataille devrait en toute logique être la priorité des forces de notre camp, mais en plus, alors que depuis 3 ans nous multiplions les adresses aux autres forces sur ce sujet, nous n'avons que très peu pour ne pas dire pas de réponses...C'est aussi cette atonie de la gauche ou pire sa perméabilité, qui explique que des lois comme la loi séparatisme soient passées sans mobilisation de la rue à part celle de notre petite force politique, que des termes venus de l'extrême droite comme islamogauchiste soient aujourd'hui repris par des forces se réclamant de la gauche, ou que le racisme d'état, le regard condescendant issu de la colonisation,

le « racisme cordial » si bien défini par l'écrivaine franco-camerounaise, **Léonora Mianno**, soit si prégnant chez des forces qui s'en défendent. Comme le dit le document, lutter contre la fascisation ce n'est pas lutter contre la seule extrême droite, mais c'est lutter contre toutes les forces dans laquelle elle infuse ses idées qu'elles soient au gouvernement ou dans l'opposition qui refuse de le censurer ou appuie certaines de ses plus graves menaces.

Sur les luttes sociales, on a du mal à voir en quoi les forces politiques sont présentes en dehors de l'agitation institutionnelle. Là encore nous avons en mémoire la non-réponse des forces qui allaient constituer le NFP à notre proposition de mobilisation unitaire au lendemain de la présidentielle sans attendre les péripéties électorales des législatives où certains ont voulu nous faire croire que Hollande était un homme de gauche. De même les européennes ont été une occasion loupée d'un véritable front unitaire antifasciste que nous appelions de nos vœux.

Les attaques contre la sécu, ce formidable outil de solidarité anticapitaliste font de la part de notre camp l'objet de bien trop peu de ripostes et d'appels à l'action.

L'ANC dans ce contexte

C'est dans cette séquence politique, qui pousse plus au découragement et au repli sur soi, qu'à la mobilisation enthousiaste, que nous continuons à relever le défi de la lutte pour le changement de société. Le bilan politique montre, malgré nos insuffisances, ce que nous avons réussi à faire depuis le dernier congrès. Cette détermination, ces actions, même souvent à trop peu, ont pourtant :

- Déjà permis de montrer qu'il y a des forces qui résistent et par là-même à donner espoir. Dans ce domaine, l'évolution de notre local, plus que jamais Maison Commune, lieu de ressources pour plusieurs associations et maison d'éducation culturelle et politique de quartier joue son rôle. La convention que nous avons signée avec l'AAPPI en étant un des exemples récents et les travaux que nous vous proposons de faire en étant un autre et nous y reviendrons dans la résolution financière mise au vote.
- Elles ont permis de faire grandir les consciences en particulier sur la question de la paix auprès de 2158 personnes rencontrées et même plus si on ajoute celles qui n'ont pas signé mais que pour autant nos discussions ont faites réfléchir. Le texte du congrès propose de se donner l'objectif de **5000 signatures** d'ici le 11 novembre et une participation de **200** à la manif à Paris. Le voter c'est nous engager chacune et chacun d'entre nous.

- Elles ont permis, pas seulement un soutien financier qui représente près de 40% de notre budget, mais aussi, en tout cas nous avons la faiblesse de le croire, de conforter les luttes.

Dans ces luttes nous nous sommes renforcés et ce qu'indiquera le rapport financier que présente Yves : **+ 86% depuis 4 ans**. Franchement nous pensons que c'est une mauvaise nouvelle pour le capitalisme.

D'autant que, à l'heure où tout semble divisions y compris dans notre courant de pensée, est intervenue au niveau national, la **fusion RC/ANC** qui est la première de ce type depuis 25 ans. Fusion qui n'est pas une absorption mais la mise en commun de deux histoires, deux pratiques, deux sociologies, bref deux identités différentes, pour créer en commun une force agrandie et riche de ces différences. Il y a d'ailleurs, et c'est incontestable, un effet fusion qui se fait sentir depuis le début de 2025, que ce soit par la fréquentation du site de l'ex ANC devenu le site du Manifeste des communistes de France ou par les adhésions qui nous parviennent journallement.

C'est cette fusion qui nous oblige à un toilettage de nos statuts avec dans celui-ci la question du nom que nous devons prendre. Nous ne pouvons pas rester ANC 13 ne serait-ce par le fait qu'adhèrent chez nous des camarades du Var, du Vaucluse et des Alpes de Haute-Provence. Nos statuts proposent de continuer à acter la notion de relative autonomie de notre section et plusieurs d'entre nous ont fait part de leur attachement au terme ANC. Du coup la proposition est simple : **ANC, section midi de l'URC...**

Dans ce chapitre nous pourrions apparaître comme de doux rêveurs optimistes si le rapport soumis au vote, sur ce point-là, n'attirait notre attention à toutes et tous sur la nécessité de s'investir plus fortement en politique. On ne combat pas le capitalisme et le fascisme simplement en adhérant, ce qui est déjà beaucoup et le 1^{er} barreau de l'échelle de la lutte, mais en s'engageant en politique, en participant à la réflexion de l'organisation, en enrichissant ses analyses, en investissant les entreprises, les quartiers et les lieux publics de manière régulière avec nos tracts, nos journaux et nos propositions d'action.

- **Faire de la politique** c'est vouloir s'intéresser à la vie de la société et, en ce qui nous concerne croire que l'on peut la changer
- **Faire de la politique** ce n'est pas s'enfermer dans des pratiques politiciennes pour espérer un poste à tout prix

- **Faire de la politique** ce n'est pas caresser dans le sens du poil mais dire ce que l'on pense en toutes circonstances avec en tête la parole de Jaurès « *le courage c'est de chercher la vérité et de la dire* »
- **Faire de la politique** c'est donc tout le contraire de l'électoratisme la volonté de gagner des consciences et d'assumer d'être à contre-courant sans s'y résoudre. C'est s'appuyer sur la force de la rue et non pas tout faire reposer sur les urnes.
- **Faire de la politique** ce n'est pas se satisfaire d'être convaincu d'avoir raison, mais avoir la rage de vaincre et de convaincre, d'écouter pour comprendre et être compris.
- **Enfin, faire de la politique pour nous**, c'est vouloir le monde, ses richesses en commun, dans la diversité des peuples et des êtres vivants qui le partagent avec nous et c'est cela le communisme.

Ensemble retrouvons les chemins de l'action politique du quotidien, celle qui gagne les consciences et rend crédible l'espoir d'un monde débarrassé du capitalisme.

Ce qui se passe dans nombre de pays en particulier en Afrique de l'Ouest pour ne citer que les derniers, devrait nous y encourager.
Ce sera un point dont nous débattons demain matin.

Bon congrès camarades !